



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 26/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Coopérative d'Approvisionnement de l'Île de France (S.C.A.D.I.F.)

73 rue de l'industrie

Zone industrielle

77 176 Savigny-le-Temple

Références : E4/24 - 1385
Code AIOT : 0006502636

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement Société Coopérative d'Approvisionnement de l'Île de France implanté - 73 rue de l'industrie - Zone industrielle - 77 176 Savigny-le-Temple. L'inspection a été annoncée le 30/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite d'inspection est de vérifier la bonne prise en compte des observations relevées lors de la visite de 2022 et du projet de MED resté sans suite ; ainsi que les points de contrôle suivants :

- l'étude des effets thermiques,
- la rétention des eaux d'extinction d'incendie,
- plan de défense incendie/ plan d'opération interne.

Un sujet particulier est également abordé hors point de contrôle. Il s'agit de l'audit réalisé par LCP, actuel propriétaire du site, qui reprendra prochainement l'exploitation de cet entrepôt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Coopérative d'Approvisionnement de l'Île de France
- 73 rue de l'industrie - Zone industrielle - 77 176 Savigny-le-Temple

- Code AIOT : 0006502636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société S.C.A.D.I.F. exploite un entrepôt composé de 11 cellules ainsi qu'un bâtiment "fruits & légumes". Cette société occupe aujourd'hui 5 cellules et le bâtiment "fruits & légumes" pour le stockage des produits commercialisés par les magasins LECLERC. 3 cellules sont louées à la société PMO et 3 cellules sont actuellement sans locataire.

L'entrepôt se situe dans une zone d'activité industrielle qui, dans ce secteur, est principalement occupée par des établissements industriels. Le site est régulièrement autorisé depuis les années 1990.

Cet entrepôt est aujourd'hui régi par l'arrêté préfectoral n°08 DAIDD 1 IC 197 du 4 juin 2008.

Les installations soumises à autorisation relèvent des rubriques 1510 (stockage de matières combustibles), 4755 (alcools de bouche),

Les installations soumises à déclaration relèvent des rubriques 2663 (pneumatiques), 2925 (atelier de charges d'accumulateurs), 1155 (agro-pharmaceutiques), 4802 (gaz à effet de serre / équipements frigorifique), 1511 (entrepôt frigorifique), 1532 (bois – stockage), 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées (I.I.C.) portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'I.I.C. ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'I.I.C. à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats

2-2-1) Constats hors points de contrôle

L'I.I.C. a été destinataire par lettre recommandée avec accusé de réception d'un courrier, en date du 24/05/2024, adressé par Logistics Capital Partners (L.C.P.). Ce courrier fait notamment référence à un audit de conformité, réalisé le 11 juillet 2022, de l'ensemble des installations exploitées aujourd'hui par la S.C.A.D.I.F.

Après examen par l'I.I.C., il s'avère que cet audit fait état de 68 non-conformités aux différents arrêtés régissant cet établissement. Certaines de ces non-conformités apparaissent préjudiciables à la sécurité des biens et des personnes et n'ont apparemment pas fait l'objet de mesures correctives de la part de la S.C.A.D.I.F. à ce jour.

L'I.I.C. demande donc à l'exploitant d'apporter une réponse et de mettre en place les actions nécessaires, dans les plus brefs délais, pour remédier à chacune des non-conformités de cet audit qui a été porté à sa connaissance dès juillet 2022. L'exploitant transmettra à l'I.I.C. les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives.

2-2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'I.I.C. à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour des rubriques	Code de l'environnement, article L.513-1	Demande d'action corrective	15 jours
2	Modifications de l'installation	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 1.5.1.	Demande d'action corrective	15 jours
3	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.3.3.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22. de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4. de l'Annexe II	Demande d'action corrective	15 jours
6	Étude ruine	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.1. de l'annexe I.	Demande d'action corrective	15 jours
7	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1. de l'annexe VIII	Demande d'action corrective	3 mois
8	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2008, article 7.6.7.	Demande d'action corrective	3 mois
9	Plan de défense incendie / Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23. de l'annexe II	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les 9 points de contrôle inspectés lors de cette visite, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures permettant de répondre aux dispositions réglementaires régissant son établissement. L'I.I.C. a pris note du futur changement d'exploitant de ce site. Mais, compte-tenu des non-conformités déjà observées lors de la visite d'inspection du 22/09/2022, l'I.I.C. demande à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives avant le changement effectif d'exploitant et de veiller, d'une manière générale, au respect de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sur l'ensemble de ses sites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour des rubriques

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.513-1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéfice des droits acquis
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.
Constats : Lors de la visite du 22/09/2022, l'I.I.C. avait demandé à l'exploitant de transmettre son positionnement vis-à-vis de l'arrêté du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Dans sa réponse du 05/07/2023, l'exploitant indiquait qu'il transmettrait son positionnement sous 1 mois, au plus tard le 11/08/2023. À ce jour l'I.I.C. n'a rien reçu. L'exploitant a expliqué lors de la visite qu'un audit de classement avait été réalisé par l'APAVE. Celui-ci est en cours de validation par l'exploitant et le propriétaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra l'audit de classement relative à la demande de bénéfice des droits acquis en considérant notamment l'arrêté du 24 septembre 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Modifications de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 1.5.1.
Thème(s) : Situation administrative, Porter-à-connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de

demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<p>Constats :</p> <p>Ce point de contrôle a déjà fait l'objet d'une non-conformité majeure lors de la visite du 22/09/2022. En effet l'I.I.C. avait constaté que le bâtiment « Fruits et Légumes » n'était plus un entrepôt dédié au stockage de marchandises relevant de la rubrique 1511, et que l'exploitant n'avait pas transmis de porter-à-connaissance relatif à ces modifications. L'I.I.C. avait précisé que le porter-à-connaissance devrait justifier du respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, notamment les dispositions vis-à-vis des règles d'implantation.</p> <p>Dans sa réponse du 05/07/2023, l'exploitant avait indiqué qu'il s'agissait d'un stockage temporaire et que ce bâtiment ne serait plus exploité à compter du 01/10/2023.</p> <p>Au cours de la visite, l'I.I.C. a de nouveau constaté que des produits étaient toujours présents dans ce bâtiment. L'exploitant a indiqué qu'il allait rapidement faire enlever cette marchandise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément aux dires de l'exploitant le jour de la visite, l'I.I.C. demande à ce que toutes les marchandises de ce bâtiment soient enlevées sans délai. L'exploitant transmettra un reportage photographique de ce bâtiment montrant la mise en œuvre effective du respect de ses engagements.</p> <p>Autrement, l'I.I.C. demande à l'exploitant de transmettre le porter-à-connaissance déjà réclamé dans le rapport de la visite d'inspection du 22/09/2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/06/2008, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, ce point de contrôle a déjà fait l'objet d'une non-conformité majeure lors de la visite d'inspection du 22/09/2022.</p> <p>Les derniers rapports de vérification périodique (Q18) du bâtiment « Fruits et légumes » et du bâtiment principal, en date du 05/02/2024, font de nouveau apparaître des réserves pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier des mesures correctives pour remédier aux non-conformités relevées par le bureau de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'I.I.C. l'attestation de levée de réserve des non-conformités et la mise à jour des Q18.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22. de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques d'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.</p> <p>L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.</p>
Constats : <u>Constat n°1 :</u> <p>Pour mémoire, ce constat a déjà fait l'objet d'une non-conformité majeure lors de la visite du 22/09/2022.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'I.I.C. a demandé à l'exploitant de lui fournir l'ensemble des vérifications des matériels de sécurité et lutte contre l'incendie : désenfumage, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, robinets d'incendie armés, poteaux incendie.</p> <p>Après consultation des documents au bureau, l'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none">- le compte-rendu de vérification semestrielle du système d'extinction automatique d'incendie (Q1) du 09/01/2024.- 6 comptes-rendus de vérification des extincteurs (Q4) du 28/12/2023.- 2 comptes-rendus de vérification périodique de détection automatique d'incendie (Q7) du 19/10/2023 concernant le bâtiment fruits et légumes et du 20/10/2023 concernant les cellules 1 à 14.- l'attestation de vérification des portes coupe-feu du 16/10/2023.- le rapport de vérification périodique des robinets d'incendie armé (Q5) du 11/01/2024. <p>Les vérifications relatives au désenfumage et aux poteaux incendie n'ont pas été fournies à l'I.I.C. le jour de la visite.</p> <p>Après analyse des documents mis à la disposition de l'I.I.C., il s'avère que :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le compte-rendu Q1 fait apparaître plusieurs points de non-conformité à lever au plus vite et récurrentes ainsi que des observations et améliorations répétées.- Certains des comptes-rendus Q4 font apparaître des points de non-conformités.- Le compte-rendu Q7 relatif aux cellules 1 à 14 fait apparaître des observations et améliorations.- Le rapport Q5 fait l'objet de plusieurs écarts mineurs. <u>Constat n°2 :</u> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir, un document décrivant les mesures mises en place pour permettre de réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Par rapport au constat n°1,</p> <p>l'exploitant justifiera des actions correctives mises en place pour remédier à l'ensemble des non-conformités, écarts, observations et améliorations des comptes-rendus Q1, Q4, Q5 et Q7.</p> <p>Il transmettra également les vérifications non fournies concernant le système de désenfumage et</p>

les poteaux incendie, ainsi que les actions correctives mises en place pour remédier à l'ensemble des non-conformités, écarts, observations et améliorations, le cas échéant.
Par rapport au constat n°2, l'exploitant justifiera des mesures nécessaires à mettre en œuvre pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie, conformément à l'art. 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de 11 avril 2017 relatif à la réglementation des entrepôts couverts.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4. de l'Annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'I.I.C. et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre</p>

document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : <p>Pour mémoire, ce point de contrôle a déjà fait l'objet d'une non-conformité majeure lors de la visite du 22/09/2022.</p> <p>L'état des stocks daté du 11/06/2024 fourni par l'exploitant présente une répartition par palettes et par volume des quantités stockées pour les cellules actuellement utilisées par la S.C.A.D.I.F. Cet état des stocks ne correspond pas aux dispositions réglementaires fixées à l'article 1.4. de l'annexe II de l'arrêté ministériel de 11 avril 2017 relatif à la réglementation des entrepôts couverts.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra à l'I.I.C. un état des stocks permettant de répondre aux exigences réglementaires et répondre aux objectifs de l'article 1.4. de l'annexe II de l'arrêté ministériel de 11 avril 2017 relatif à la réglementation des entrepôts couverts.</p> <p>Cet état des stocks comprendra notamment, le stockage dans toutes les cellules (y compris celles du locataire P.M.O.) en tonnes et/ou m3 et répartis par type de produits par rapport aux rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Étude ruine

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.1. de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leur dispositif de recoupement et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur.</p> <p>Ces dispositions sont également applicables dans le cas d'un stockage relevant de la rubrique 1510, au point 4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, rappelées ci-après :</p> <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p>
Constats : <p>Pour mémoire, ce point de contrôle a déjà fait l'objet d'une non-conformité majeure lors de la visite du 22/09/2022.</p> <p>En effet, l'I.I.C. avait constaté que l'étude ruine fournie par l'exploitant par rapport au bâtiment « fruits et légumes » concluait à une ruine locale du bâtiment en 14 minutes et à une ruine complète en 22 minutes. Cette étude indiquait les préconisations à mettre en place afin de lever les non-conformités concernant la structure et l'effondrement de celle-ci. L'exploitant s'était engagé à suivre les préconisations mais n'a pas été en mesure de fournir ni les justificatifs des travaux réalisés, ni l'étude actualisée.</p> <p>Dans sa réponse du 05/07/2023, l'exploitant a transmis une facture du 20/10/2017 de la société EPMI pour justifier que les travaux avaient été réalisés.</p> <p>Pour autant, et comme demandé lors de la visite du 22/09/2022, l'exploitant n'a pas fait actualiser</p>

l'étude ruine de ce bâtiment. L'exploitant a indiqué, qu'il allait lancer en urgence l'actualisation de cette étude ruine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'I.I.C., dans les plus brefs délais, l'étude ruine actualisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1. de l'annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, effet thermiques sur les tiers
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'I.I.C., et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
Constats : <p>L'étude des effets thermiques a été réalisée en janvier 2024. Cette étude montre que les effets létaux sortent du périmètre de l'installation pour une des cellules du bâtiment principal. Ce constat est contraire aux dispositions de l'art. 8.1.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08 DAIDD IC 197 du 04/06/2008 qui prévoit que « <i>l'exploitant maintient au cours de l'exploitation, les distances relatives aux effets thermiques létaux à l'intérieur des limites de propriété.</i> »</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra, à l'I.I.C., l'étude des effets thermiques. Comme vu ensemble le jour de l'inspection, il transmettra également un porter-à-connaissance demandant l'application des dispositions de l'article 2.-I de l'annexe II de l'arrêté ministériel de 11 avril 2017 relatif à la réglementation des entrepôts couverts, en lieu et place de celles l'art. 8.1.4. de l'arrêté préfectoral précité. Ce porter-à-connaissance devra néanmoins justifier de la bonne prise en compte des dangers ou des inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour la protection de l'environnement par rapport à cette demande de modification d'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2008, article 7.6.7.
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques d'incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement sont recueillies de façon gravitaire par les cours intérieures du site et le réseau des eaux pluviales. Il peut être retenu 4 757 m ³ dans les aires de manœuvre et de circulation et l'ensemble des canalisations des eaux pluviales. La profondeur de la rétention est limitée à 20 cm. Au-delà, des sociétés spécialisées seront chargées de pomper les effluents.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant ne disposait pas du plan des rétentions des eaux d'extinction incendie et n'était pas en mesure de justifier du volume à retenir prescrit à l'art. 7.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08 DAIDD IC 197 du 04/06/2008.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'I.I.C. le plan des rétentions des eaux d'extinction incendie et justifiera de la capacité du volume retenu, défini à l'article 7.6.7 précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan de défense incendie / Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23. de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des risques d'incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un Plan de Défense Incendie (P.D.I.) est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque

<p>cellule ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'I.I.C. et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le P.D.I. ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce P.D.I. est inclus dans le Plan d'Opération Interne (P.O.I.) s'il existe. Il est tenu à jour.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard de la réglementation applicable au 31/12/2023, l'exploitant a mandaté un bureau d'étude APAVE pour savoir si le P.O.I. actuel de l'installation contenait tous les éléments exigés par les dispositions de l'art. 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel de 11 avril 2017 relatif à la réglementation des entrepôts couverts. L'exploitant est en attente d'un courrier de cet organisme, attestant que le P.D.I. est inclus dans le P.O.I.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En toute rigueur et conformément à la réglementation, l'exploitant établira un P.D.I. et le transmettra à l'I.I.C. Ce P.D.I. sera alors intégré au P.O.I.</p> <p>L'exploitant justifiera également de la transmission du P.D.I. au service départemental d'incendie et de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>